

commission du codex alimentarius



ORGANISATION DES NATIONS
UNIES POUR L'ALIMENTATION
ET L'AGRICULTURE

ORGANISATION
MONDIALE
DE LA SANTÉ



BUREAU CONJOINT: Viale delle Terme di Caracalla 00100 ROME Tél: +39 06 57051 www.codexalimentarius.net Email: codex@fao.org Facsimile: 39 06 5705 4593

Point 3 de l'ordre du jour

**Document de conférence 6
(Anglais, français et espagnol)**

PROGRAMME MIXTE FAO/OMS SUR LES NORMES ALIMENTAIRES

COMITÉ DU CODEX SUR L'HYGIÈNE ALIMENTAIRE **F**

Trente-troisième session

Washington, D.C., USA, du 23 au 28 octobre 2000

Rapport provisoire de la Consultation *ad hoc* d'experts sur l'évaluation des risques microbiologiques présentés par les aliments et sur des questions connexes

PROCÉDURE PROPOSÉE POUR PERMETTRE AU COMITÉ DU CODEX D'ENTREPRENDRE DES ACTIVITÉS SPÉCIFIQUES EN MATIÈRE D'ÉVALUATION ET DE GESTION DES RISQUES MICROBIOLOGIQUES

Observations soumises par les États-Unis d'Amérique

Les activités du CCFH dans les domaines d'évaluation des risques microbiologiques et de gestion des risques jouent un rôle fondamental sur le plan de la protection de la santé publique et de la facilitation du commerce. Le Comité sera probablement appelé à s'impliquer dans de telles activités pendant longtemps.

Compte tenu de cette situation, les États-Unis estiment que le Comité aurait tout avantage à recourir à une procédure qui lui permette d'entreprendre des activités spécifiques dans les domaines d'évaluation et de gestion des risques microbiologiques, surtout si le CCFH entend tirer profit des ressources offertes conjointement par la FAO et l'OMS par l'entremise du Groupe mixte d'experts FAO/OMS sur l'évaluation des risques microbiologiques. Le Comité devra cependant fournir certains renseignements au Groupe d'experts afin que ce dernier puisse exécuter convenablement son travail. Réciproquement, le Groupe d'experts devra conseiller le Comité de manière à ce que tout conseil prodigué puisse être évalué et exploité pour renforcer les activités du CCFH.

À cet égard, les États-Unis proposent la procédure suivante calquée sur l'approche Document de travail/Procédure par étapes Codex adoptée par le CCFH.

1. Un pays (ou plusieurs pays) accepte d'élaborer un Document de travail sur l'évaluation et la gestion des risques associés à un pathogène microbien spécifique. En plus de juger de la pertinence d'une évaluation des risques, le Document de travail pourrait inclure par exemple la nature du problème, un historique approprié du micro-organisme, les objectifs de l'activité proposée et un projet d'activité. Le document identifierait aussi les principaux centres d'attention de l'évaluation des risques. Pour utiliser le langage de l'évaluation et de la gestion des risques, le Document de travail constituerait une première Identification du risque et un Profil de risque initial qui pourront être utilisés dans le cadre de toute évaluation des risques ultérieure. De préférence, le Document de travail devrait aussi contenir des renseignements sur les données disponibles relatives à la caractérisation des risques et à l'évaluation de l'exposition.
2. Le Comité examinerait le Document de travail avant d'accepter ou de rejeter la proposition.
3. Si le Comité convient de la nécessité d'entreprendre des activités, il pourra soumettre la proposition à l'examen de la FAO et de l'OMS. Si ces derniers approuvent la proposition, les activités prévues seront confiées au Groupe mixte d'experts.
4. Le Groupe mixte d'experts sélectionnerait alors l'approche initiale qui sera utilisée au cours de l'évaluation des risques et évaluerait la disponibilité ainsi que les limitations des données requises pour compléter la caractérisation des risques et l'évaluation de l'exposition. Le Groupe mixte d'experts procéderait aussi à l'identification des principaux postulats qui devront être élaborés (en l'absence de données) et des données pertinentes en matière de gestion des risques requises pour compléter l'évaluation des risques.
5. Le Groupe mixte d'experts communiquerait alors les résultats de l'évaluation initiale au Comité par l'entremise d'un document « d'encadrement » et solliciterait l'aide du Comité pour recueillir les informations requises. Le Comité pourrait dès lors recommander la poursuite des activités ou la cessation des activités, s'il juge (suivant les conseils du Groupe d'experts) que les données ne suffiront pas à réaliser les objectifs visés par ces activités. Cette décision ainsi que les observations et recommandations des États membres seraient alors communiquées au Groupe d'experts.
6. Si le Comité recommande de poursuivre les activités, une demande formelle d'autorisation de nouvelles activités devra être faite auprès de la Commission pour élaborer selon la procédure par étapes un projet de directives pour le secteur de la gestion des risques visé par l'évaluation des risques ou pour réviser un Code d'usages du Codex en matière d'hygiène. La demande formelle identifiera le pays en charge (aidé le cas échéant de pays autres) qui collaborera avec le Groupe d'experts pour insérer les résultats de l'évaluation des risques au document par étapes en cours de développement. Le Comité demandera parallèlement aux États membres de fournir les informations spécifiques demandées par le Groupe mixte d'experts. Le Comité pourra rédiger cette demande sous forme de Lettre circulaire et les réponses obtenues seront communiquées au Groupe mixte d'experts.

Un groupe mixte d'experts terminera alors l'évaluation des risques et soumettra les résultats à l'examen du CCFH à des fins d'observation. Les résultats seront également communiqués au pays chargé de l'élaboration du document par étapes afin qu'il puisse les analyser.

[La mise sur pied d'un groupe de travail axé sur la gestion des risques microbiologiques et chargé d'élaborer un document d'orientation de la gestion des risques ou de recommander la révision de certains Codes d'usages du Codex en matière d'hygiène constituerait une autre option.]

7. Le document d'orientation de gestion des risques ou la révision de certains Codes d'usages du Codex en matière d'hygiène devrait alors franchir les étapes établies par la Procédure grâce aux activités coordonnées du Comité et du Groupe d'experts pour élaborer un document d'orientation final.

Veillez consulter l'organigramme ci-dessous pour vous avoir un aperçu de la procédure.

Au fur et à mesure qu'évolue la science utilisée dans le cadre de la conduite de l'évaluation des risques microbiologiques en matière de sécurité alimentaire, il apparaît évident que l'efficacité de cet outil repose essentiellement sur une communication efficace et en temps opportun entre les évaluateurs et les gestionnaires des risques. Par conséquent, les États-Unis recommandent que le CCFH, la FAO et l'OMS envisagent des mécanismes non traditionnels pour favoriser cet échange de points de vue entre les États membres d'une part et les États membres et le Groupe mixte d'experts d'autre part. À titre d'exemple, la création d'un service télématique sur Internet s'est avéré un moyen efficace pour intensifier et développer le cadre des discussions concernant les différentes catégories de questions susceptibles d'être soulevées au cours du déroulement d'une évaluation des risques microbiologiques.

Les États-Unis recommandent au Comité de prendre en considération cette approche ou tout autre approche potentielle visant à faciliter la mise en œuvre de ses activités en matière d'évaluation et de gestion des risques microbiologiques. Les États-Unis recommandent aussi au Comité d'élaborer une procédure qui lui permette d'exercer ses activités dans les domaines mentionnés.

Organigramme de la procédure d'évaluation/gestion des risques microbiologiques
Point 3 de l'ordre du jour

